



### 1.1.1 Table Ronde

**Titre de la session:** 1.1.1 Alliances et partenariats entre acteurs: vers une coresponsabilité pour faire face aux contextes de crise et atteindre des objectifs durables

**Ligne thématique:** 1- Le territoire comme base d'innovation et de réactivation économique, sociale et environnementale

**Sous-axe:** 1.1- Le territoire comme source d'innovation, de connaissance et de transfert

**Organisateurs:** Forum des régions de CGLU / CONGOPE

**Date:** 26/05/2021

**Heure:** 9:55 - 11:25 (UTC-3) / 14:55 - 16:25 (UTC+2)

**Plateforme:** Zoom

**Capacité de la session:** Jusqu'à 150 personnes

**Inscription:** Inscription obligatoire

**Langues:** ANGLAIS - ESPAGNOL - FRANÇAIS

#### Bref résumé de la session

Le territoire est le lieu où s'établissent les relations de coexistence et où se configurent et se promeuvent les pratiques sociales. En outre, c'est un espace qui génère des ressources, des connaissances et des transferts, ainsi que la valeur de l'innovation et des dynamiques de coopération.

Les gouvernements locaux et régionaux, en tant que facilitateurs d'alliances et de partenariats entre tous les acteurs du territoire, facilitent l'intégration des politiques



(horizontales et verticales), permettent l'augmentation des compétences et de nouveaux cadres juridiques, assurent la gouvernance, promeuvent des politiques innovantes et durables et garantissent la fourniture de services publics, entre autres.

Ces politiques d'alliances entre acteurs nécessitent la mise en œuvre de stratégies qui augmentent les synergies entre les acteurs et les institutions et renforcent les modèles de gouvernance multi-niveaux. La planification territoriale intégrée et participative permet également de relier les activités rurales et urbaines pour un développement territorial équilibré.

Nos sociétés sont actuellement confrontées à une crise sans précédent, exacerbée par la pandémie. Et dans la mesure où les collectivités locales et régionales sont l'intermédiaire entre les citoyens et l'État en raison de leur proximité, elles sont essentielles dans l'articulation des différents niveaux de gouvernement pour assurer une véritable gouvernance à plusieurs niveaux.

Dans le contexte actuel, il est essentiel de disposer d'un plan d'action dynamique qui, avec une vision territoriale systémique et stratégique, motive la participation, la co-création et le dialogue politique qui contribue à un meilleur équilibre des territoires, à une meilleure qualité de vie pour leurs communautés, qui offre une résilience et construit un avenir digne, redessinant des territoires économiquement compétitifs, physiquement et numériquement connectés et socialement cohésifs.

## 1. Conceptualisation de la session

Le territoire ne se distingue pas tant par sa dimension géographique que par le fait qu'il est le lieu où s'établissent les relations de coexistence et où se configurent et se promeuvent les pratiques sociales. C'est aussi un espace générateur de ressources, de connaissances et de transfert, ainsi qu'un lieu de valorisation de l'innovation et des dynamiques de coopération.

Mais le territoire peut aussi être un espace conflictuel et variable, qui nécessite des instruments de réflexion, de négociation et de décision. Les différences de critères et d'intérêts entre les acteurs et les organisations exigent une coresponsabilité afin d'atteindre des objectifs qui profitent au bien commun, en particulier lorsque les besoins et les défis sont



vastes, avec des scénarios d'incertitude comme celui provoqué par la crise sanitaire actuelle et où un effort supplémentaire de relance économique et sociale est nécessaire. Par conséquent, des stratégies et des mécanismes économiques sont indispensables pour garantir la continuité des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs essentiels pour le déploiement des accords avec une capacité de décision et d'action.

Les gouvernements locaux et régionaux, en tant que facilitateurs d'alliances et de partenariats entre tous les acteurs du territoire, facilitent l'intégration des politiques (horizontales et verticales), permettent l'accroissement des compétences et la mise en place de nouveaux cadres juridiques, garantissent la gouvernance, encouragent les politiques innovantes et durables et assurent la fourniture de services publics, entre autres.

Ces politiques d'alliances entre acteurs (tous les niveaux de gouvernement, entreprises publiques, agences, universités, bureaux de planification stratégique, centres de recherche, entités de l'économie sociale et solidaire, petites et moyennes entreprises, organisations de la société civile, etc.) nécessitent la mise en œuvre de stratégies qui augmentent les synergies entre les acteurs et les institutions et renforcent les modèles de gouvernance multiniveaux. La planification territoriale intégrée et participative permet également de relier les activités rurales et urbaines pour un développement territorial équilibré.

Mais la capacité des collectivités locales et régionales à accomplir leurs tâches dépend dans une large mesure de la mise à disposition de ressources suffisantes et, dans ce contexte, il convient d'analyser le degré de participation des communautés à la valeur ajoutée générée par leur action dans le développement territorial. Le moment est peut-être venu de revoir et d'examiner les formes de financement qui sont ou peuvent être mises à la disposition de ces gouvernements pour contribuer, et aussi participer, au développement économique local.

Nos sociétés sont actuellement confrontées à une crise démocratique sans précédent. Une crise que, dans de nombreux cas, la pandémie n'a fait qu'exacerber. Les citoyens ont perdu confiance dans les institutions et les hommes politiques. Cette perte de confiance s'explique par un sentiment de manque de représentation de leurs intérêts, ce qui a un impact négatif sur le système démocratique. Par conséquent, en partant du principe que les collectivités locales et régionales sont l'intermédiaire entre les citoyens et l'État en raison de leur



proximité, elles sont essentielles pour intercéder et articuler les différents niveaux de gouvernement afin de garantir une véritable gouvernance à plusieurs niveaux.

Le développement durable a une dimension territoriale claire qui doit être prise en compte par toutes les sphères de gouvernement, pour l'accélération et la localisation des ODD. Les mouvements et les flux constants de produits, de personnes et d'informations autour de la ville s'étendent au-delà de ses limites géographiques ou administratives. Le territoire permet une approche intégrée et globale de l'écosystème urbain-rural, qui passe par la métropole, par la relation avec les autres régions, avec le gouvernement de l'État et par la présence dans la sphère internationale. En outre, les régions occupent une position stratégique dans la territorialisation et la mise en œuvre des agendas mondiaux.

Pendant la pandémie, l'importance de la solidarité, de la coordination et de la collaboration entre tous les acteurs du territoire est devenue évidente. Dans ce contexte, il est impératif de transformer les structures de gouvernance et les dynamiques territoriales, ainsi que de reformuler le rôle des gouvernements locaux et régionaux, notamment pour assurer une relance équitable, durable, verte, résiliente et égalitaire.

Dans cet environnement, il faut un plan d'action dynamique qui, avec une vision territoriale systémique et stratégique, motive la participation, la co-création et le dialogue politique qui contribue à un meilleur équilibre des territoires, à une meilleure qualité de vie pour leurs communautés, qui assure la résilience et construit un avenir digne, en redessinant des territoires économiquement compétitifs, physiquement et numériquement connectés et socialement cohésifs, ne laissant personne et aucun endroit derrière.

La conjugaison des efforts et l'optimisation des ressources pour répondre aux besoins et valoriser les connaissances endogènes des territoires sont essentielles pour réaffirmer la confiance et contribuer à renforcer la démocratie.

## 2. Objectifs

Cette table ronde se veut un espace de réflexion et d'échange de concepts, de stratégies et d'expériences, où l'on aborde l'importance de renforcer la coopération entre les acteurs du territoire, notamment la participation des citoyens et la démocratie locale comme piliers du développement, en plaçant tous les citoyens au centre du débat.



Elle a également pour objectif de parvenir à des conclusions et à une proposition efficace pour renforcer les partenariats et la démocratie locale, pour laquelle les élus locaux et régionaux sont invités à proposer comment : mettre en œuvre une logique de co-création à partir d'une vision de la gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs ; générer la capacité d'innover ; créer des structures de dialogue, des commissions de travail et d'évaluation; relever le défi d'une gestion qui fait preuve de transparence.

### 3. Principaux points de discussion

- Comment assurer la participation équilibrée d'acteurs ayant des intérêts et des besoins divers, en évitant que personne ne soit laissé pour compte, notamment dans les scénarios de crise?
- Quels instruments de gouvernance sont nécessaires pour contribuer à la relance économique et sociale, selon quelles procédures?
- Quels éléments/mécanismes de planification sont les plus appropriés dans les contextes de crise?

### 4. Documents pertinents (s'il y a lieu.)